



## EN GARE, ON SE MOBILISE !

**Les cheminots de l'Escale sont déterminés à gagner une autre réforme du système ferroviaire.**

**Partout en France, dans les gares, la mobilisation des cheminots des métiers de l'escale est d'un très haut niveau.**

**Afin de faire plier ce gouvernement et le contraindre à de véritables négociations, nous devons élever le rapport de forces sur nos chantiers Escale.**

C'est certainement dans les métiers de l'Escale que les conséquences de la réforme du système ferroviaire, portée par le gouvernement et la Direction du GPF, sont les plus lisibles.

### La saignée !

Si la Direction n'a pas attendu ce projet gouvernemental pour engager des vagues de suppressions d'emplois et multiplier les polyvalences (Sol/Bord, Vente/Escale), la réforme qu'elle soutient va encore plus loin dans la destruction de l'entreprise, de l'emploi et des conditions de travail.

**Avec une diminution de 4% des effectifs des métiers de l'Escale en 2018, inscrite au budget, ce sont 350 emplois supplémentaires qui risquent de disparaître.**

### La Direction manœuvre de longue date pour la concurrence.

Dans le contexte de concurrence dont la réforme gouvernementale fait le lit, les cheminots des métiers de l'Escale feraient les frais d'un transfert vers des entreprises privées.

En effet, dans un premier temps, la Direction tente de liquider les postes difficilement transférables dans de nouvelles Entreprises Ferroviaires dans le cadre d'une reprise de lignes régionales.

Répondant à la même stratégie, la Direction multiplie les transferts d'autorisations de départ du sol vers le bord et tente de supprimer toutes les tâches de sécurité exécutées par les cheminots de l'Escale pour créer les conditions d'une externalisation, d'une privatisation de pans entiers d'activité.

En supprimant et en externalisant les tâches réalisées par les cheminots de l'Escale comme les autorisations de départ, l'accueil, la prise en charge des PSH (Personnes en Situation de Handicap)..., la Direction fait table rase de l'organisation pour mieux introduire les entreprises privées.

De la même veine, la Direction a annoncé le 15 mars un plan interne dont les détails seront connus en juillet, qui prévoit un développement de la polyvalence, la casse du dictionnaire des filières (GRHO263), toujours plus d'attaques sur les métiers et de suppressions d'emplois.

### La grande braderie : transférabilité, statut de l'entreprise.

Au-delà du désengagement de l'Etat dans le financement des lignes capillaires et la menace qui pèse directement sur les emplois à l'Escale dans les gares de petite et moyenne taille, ce projet de réforme marque la volonté du gouvernement et du patronat de transformer la SNCF en Société Nationale à Capitaux Publics (SNCP) qui n'est rien d'autre qu'une Société Anonyme vouée à la privatisation.



Ainsi, comme cela fut le cas pour France Télécom, le gouvernement crée les conditions d'une privatisation de la SNCF.

Si les métiers de l'Escale sont un véritable maillon de la chaîne sécurité et un rouage essentiel du service public ferroviaire, ils sont perçus comme un coût compressible dans ce contexte de privatisation.

Quant aux conditions de transférabilité des cheminots vers les entreprises privées, le projet de réforme ne prévoit dans le fameux « sac à dos social » aucune garantie de conserver quoi que ce soit au-delà de 15 mois.

Ainsi, les cheminots transférés seront privés de leur régime de prévoyance (Caisse de prévoyance) et des garanties couvrant les parcours professionnels, les avancements en grade, en position, les conditions de travail (réglementation sur l'organisation du temps de travail, accord Cessation progressive d'activité...).

### **L'Ile de France et la stratégie de la division.**

L'annonce du gouvernement de repousser l'ouverture à la concurrence sur le Transilien à 2039 participe à la stratégie de la division.

Outre le fait que cette annonce confirme que l'ouverture à la concurrence n'est pas obligatoire, le gouvernement tente d'isoler les cheminots d'Ile de France afin de peser sur les mobilisations.

Cependant, personne n'est dupe. Face aux vagues de suppressions de postes avec la généralisation des transferts d'autorisations de départ et les mises en place d'organisations du travail telles que « les petits collectifs », les cheminots de l'Escale se verront imposer une mobilité vers la province ouverte à la concurrence ou vers les entreprises comme Transkeo en Ile de France.

Mais ce scénario n'est pas celui que tracent les cheminots par leur mobilisation massive et durable.

Celle-ci pèse chaque jour un peu plus sur le gouvernement. Le Premier Ministre est contraint de recevoir les organisations syndicales le 07 Mai.

**La porte des négociations est ouverte, il faut maintenant accentuer la pression. Amplifions le rapport de forces par la mobilisation de tous les cheminots les 03 et 04 mai 2018.**

**TOUS ENSEMBLE,  
AGISSONS PAR LA GRÈVE  
LES 03 ET 04 MAI 2018 !  
(Pensez à vos DII)**

